

On ne saurait se défendre d'un sentiment d'amertume en constatant que la distribution française de ce livre bleu n'a lieu que 12 et 18 mois après la distribution anglaise. C'est une injustice intolérable envers nos cultivateurs et nous espérons que le service que le service que vous leur rendez par vos extraits ne sera que le prélude d'une campagne énergique en vue d'obtenir à ce sujet un service officiel plus équitable."

Depuis longtemps, la presse française tout entière réclame contre l'état de choses signalé dans la lettre ci-dessus et ce, sans aucun résultat. S'il y a un changement, c'est plutôt en mal qu'en bien. Au Parlement même, quelques députés de langue française ont fait entendre leurs voix, mais en vain; on s'est contenté de leur répondre par des promesses; "promettre est un, tenir c'est deux," a dit, il y a longtemps déjà, le fabuliste. Et nos gouvernants semblent avoir emprunté leur devise au fabuliste.

Il n'y a pas à en douter, il y a, en haut lieu, un parti pris de faire profiter d'abord de tous les progrès, de toutes les expériences et de tous les renseignements les gens de langue anglaise. Pensez donc, une année d'avance sur les *frenchmen*, dans toutes les branches, c'est autant de gagné sur l'ennemi.

Malgré l'absence de résultats jusqu'à ce jour, nous ne perdons pas courage ni les uns ni les autres. Tous nous sommes trop fiers et de notre origine et de notre langue pour désarmer devant un mauvais vouloir trop évident pour n'être pas calculé. On finira par connaître les ronds de cuir qui systématiquement retardent la distribution de l'édition française des livres bleus, et si nos ministres et nos députés ne s'endorment pas trop, ils auront bien vite découvert où le bât blesse de façon à y porter remède.

Nous leur donnerons crédit quelque temps encore; ils sont nouveaux venus dans les sphères gouvernementales et ils ont besoin de prendre un peu pied dans leur rôle. Cependant qu'ils ne s'endorment pas dans les délices de Capoue.

Instruction  
primaire  
et supérieure

Dans le discours-programme de l'hon. M. Flynn, à St-Jean Port Joli, nous lisons une promesse de la part du gouvernement d'aider dans une mesure plus large les municipalités pauvres qui ne peuvent subvenir suffisamment aux frais d'instruction primaire. Le premier ministre dit de plus: "Il faut aussi venir au secours des instituteurs et des institutrices qui, pour la plupart, ne reçoivent pas une rémunération suffisante pour les services

qu'ils rendent et enfin, il faut favoriser de toutes les manières possibles l'instruction publique dans notre province."

Franchement, c'est tant mieux, et plus tôt le gouvernement se mettra à l'œuvre et plus tôt aussi il fera son devoir. L'instruction est et doit être un de ses premiers soucis. L'ignorance doit être combattue jusqu'en ses derniers retranchements et il n'est que juste aussi que les éducateurs de nos enfants soient suffisamment rétribués pour vivre honorablement et tenir un rang digne de leur honorable et méritante profession.

Le premier ministre trouve qu'au point de vue de l'instruction supérieure, il serait difficile de trouver un pays qui offre plus d'avantages que la province de Québec. Nous en sommes heureux, mais il faut qu'on en puisse bientôt dire autant de l'instruction primaire. Ce sont les petits, les humbles qui ont surtout besoin de l'aide et de la protection du gouvernement, que celui-ci les mette donc à même de recevoir une instruction théorique et une éducation pratique à l'école du village; instruction et éducation qui en feront de bons et braves cultivateurs, sachant travailler leurs lopins de terre avec science et intelligence.

Des avocats, des notaires et des médecins on en regorge partout; beaucoup n'ont pas de clientèle et vivent on ne sait comment; leurs moyens d'existence sont un problème pour tous et la plupart d'entre eux voudrait bien n'avoir jamais mis les pieds dans les institutions d'instruction supérieure et être restés dans leurs villages. Mais dans leurs villages, on n'a pas cherché à leur donner l'amour du sol, de la profession agricole; au contraire, on a remarqué leur intelligence ouverte, une bonne mémoire, etc., et on s'est dit, comme si les qualités de l'esprit étaient incompatibles avec le métier d'agriculteur, ce serait dommage d'en faire un cultivateur, envoyons-le au collège. On l'a envoyé au collège et ce sera son malheur pendant toute son existence. Intelligent, il eût fait un cultivateur intelligent: ce sont ceux qui réussissent.

## QUEBEC vs. MONTREAL

Sous le titre: "Les intérêts de Québec et de Montréal" la *Semaine Commerciale* prétend répondre à notre dernier article "Québec vs. Montréal." Nous n'aurons pas de peine à démontrer qu'elle ne répond à rien, et que nos questions,

toutes nos questions, restent toujours pendantes.

Notre confrère défend Québec qui n'est pas attaqué et le titre ci-dessus de son article ferait supposer qu'elle veut bien s'occuper des intérêts de Montréal conjointement à ceux de Québec, nous verrons dans un instant ce qui en est.

Régions tout d'abord un petit compte: les bons comptes font les bons amis.

Notre excellent confrère dit: "ce n'est pas pour le plaisir de disputer que nous relevons les remarques par trop méprisantes que notre confrère vient de se permettre à l'égard des hommes d'affaires de Québec....." D'abord, nous nous permettrons de lui faire remarquer qu'il s'agit non pas de disputer mais de discuter, pour nous du moins.

Quant aux remarques que vous prétendez méprisantes, cher confrère, ceux qui lisent le PRIX COURANT et la *Semaine Commerciale* seront sans doute d'un autre avis que vous et comprennent mieux assurément et l'esprit et la lettre des lignes que nous avons écrites ou, du moins, ils auront l'indulgence qu'un confrère qui travaille dans les intérêts et contre les nôtres ne se croit pas tenu d'avoir.

La *Semaine Commerciale* croit s'attirer les bonnes grâces des commerçants québécois en leur passant la main dans le dos et en nous représentant comme des détracteurs de Québec. Nous ne relevons pas moins de trois endroits où elle nous signale à la vindicte de ses lecteurs. Il y a même une perle, qu'on en juge: Les chiffres mêmes que cite le PRIX COURANT pour humilier les Québécois, montrent bien qu'il se fait à Montréal douze fois plus d'affaires qu'à Québec....." Franchement, il faut avoir l'esprit bien chagrin ou être bien à court d'arguments pour trouver, car c'est une vraie trouvaille, que les statistiques officielles ont été établies pour humilier Québec.

Confrère, la vérité est celle-ci: vous avez attaqué sans rime ni raison, sans provocation et sans réflexion, dans un petit entrefilet que nous avons littéralement reproduit, l'action du *Board of Trade* qui veut, aidé par le gouvernement fédéral, creuser le chenal conduisant à Montréal à 30 pieds de profondeur. Vous avez fait un appel aux 21 députés du district de Québec pour s'opposer à un travail qui s'impose. Vous n'avez pas étudié la question, vous avez purement et simplement obéi à un mouvement instinctif, nous allions dire naturel.